

## **Marché de Services**

**N° PA 2025-01**

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**(CCAP)**

Mise au point et réalisation d'analyses quantitatives
---

**MARCHE EN PROCEDURE ADAPTEE**

**Passé selon le code de la commande publique**

**(Articles R.2124-1 et R.2323-4)**

**Date limite de remise des offres :**

**Le 14/04/2025 à 10h00**

## Table des matières

<b>Article 1 – OBJET ET PERIMETRE DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<i>Objet du marché .....</i>	<i>4</i>
<i>Plan de progrès.....</i>	<i>4</i>
<b>Article 2 – DESCRIPTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
2.1 Définition de la procédure .....	4
2.2 Forme du marché.....	4
2.3 Intervenants.....	5
2.3.1 Pouvoir adjudicateur.....	5
<i>Le pouvoir adjudicateur est Centrale Lille.....</i>	<i>5</i>
<i>Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Directeur Général de Centrale Lille. ....</i>	<i>5</i>
2.3.2 Titulaire.....	5
<b>Article 3 – DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
3.1 Documents non applicables .....	5
3.2 Election de domicile .....	5
<b>Article 4 - Délais d'exécution .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 5 – CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
5.3 – Bulletin de livraison.....	6
5.3 - Opérations de vérifications .....	6
5.4 – Réception/ajournement/réfaction et rejet.....	6
5.4.1 – Réception .....	6
5.4.2 – Ajournement/réfaction/rejet .....	7
<b>Article 6 – PRIX ET REVISION DES PRIX .....</b>	<b>7</b>
6.1 – détermination, forme et contenu des prix .....	7
6.1 Forme des prix.....	7
<b>Article 7 – MODALITES FINANCIERES .....</b>	<b>7</b>
7.1 Présentation et établissement des factures.....	7
7.2 Délai de paiement.....	8
7.2 Précisions sur les modalités de règlement .....	8
7.2.1 Avance .....	8
7.2.2 Acompte.....	8
7.3 Clause de sauvegarde .....	8
7.4 Retard de paiement .....	9
7.5 Cession ou nantissement de créance .....	9
7.6 Cession du marché.....	9

<b>Article 8 – PENALITES .....</b>	<b>10</b>
8.1 Pénalité pour retard.....	10
8.2 Pénalités pour travail dissimulé .....	10
<b>Article 9 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....</b>	<b>10</b>
9.1 Dispositif de vigilance (article D8222-5 du Code du Travail).....	10
9.2 Assurances .....	10
<b>Article 10 – DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>11</b>
<b>Article 11 – DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>11</b>
11.1 Protection des données à caractère personnel.....	11
11.2 Médiation .....	12
11.3 Clause stipulée non écrite .....	12
<b>Article 12 – RESILIATION .....</b>	<b>12</b>

## **Article 1 – OBJET ET PERIMETRE DU MARCHÉ**

### **Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la mise au point et la réalisation d'analyses quantitatives du brome et de l'antimoine dans des échantillons liquides et solides (dans le cadre du projet DEVIPEEE) et de l'état de l'art de l'extraction en CO2 supercritique de métaux par les adjuvants.

Les spécifications techniques de la prestation, objet du marché, sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### **Plan de progrès**

Dans le cadre de sa mission, le titulaire s'engage à informer Centrale Lille de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur l'exécution du présent marché.

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins de Centrale Lille.

Des rencontres régulières avec le titulaire seront menées en parallèle tout au long du marché et accompagnées d'indicateurs de mesure de la qualité de service (taux de service, revue de contrat, etc.).

Un interlocuteur spécifique sera donc affecté au suivi du marché. Cet interlocuteur dispose du savoir-faire, compétence, qualité et autorité pour assurer notamment la conduite, la direction, la coordination, la réalisation, la gestion et le bon fonctionnement pour l'exécution du marché.

## **Article 2 – DESCRIPTION DU MARCHÉ**

### **2.1 Définition de la procédure**

L'accord cadre est passé selon la procédure adaptée en application des **articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique**.

### **2.2 Forme du marché**

Le marché prend la forme d'un accord-cadre exécuté au fur et à mesure de bons de commande dans les conditions fixées aux **articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et suivant du Code de la Commande Publique**.

Le marché est mono-attributaire.

Le marché est passé à prix global et forfaitaire.

Les bons de commande seront notifiés par les services de Centrale Lille au fur et à mesure des besoins. Les bons de commande préciseront les prestations et les quantités demandées. Aucun bon de commande ne pourra être émis après la fin du marché.

## **2.3 Intervenants**

### **2.3.1 Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est Centrale Lille.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Directeur Général de Centrale Lille.

### **2.3.2 Titulaire**

Le titulaire indique dans son mémoire technique l'identité du chef de projet, interlocuteur unique de Centrale Lille, responsable du suivi du marché, capable de superviser et coordonner le suivi administratif et financier du marché.

En cas de changement de cet interlocuteur, le titulaire du marché doit en informer le Service Marchés au moins deux semaines avant changement effectif.

## **Article 3 – DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE**

Les documents contractuels, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérés par avenant, régissant le marché sont, dans l'ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement et son annexe,
- Le présent cahier des clauses administratives (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales « fournitures courantes et services (CCAG/FCS)

L'acte d'engagement conservé par Centrale Lille, fait seul foi en cas de contestation.

### **3.1 Documents non applicables**

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

### **3.2 Election de domicile**

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés aux coordonnées figurant sur la partie B de l'acte d'engagement.

En cas de modification des coordonnées, le titulaire en avertit le service des marchés par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de l'information.

## **Article 4 - Délais d'exécution**

Les délais d'exécution partent à compter de la notification du marché au titulaire. La date maximum d'exécution des prestations ne devra pas dépasser le 31 décembre 2026.

Les délais correspondant ne peuvent être modifiés sans l'accord préalable de Centrale Lille, faute de quoi, cette dernière sera fondée à s'approvisionner auprès de tout fournisseur de son choix (cf. article 9 « pénalités »).

## **Article 5 – CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**

### **5.3 – Bulletin de livraison**

La prestation doit être conforme à la commande et exécutée à la date et aux heures de réception précisées et au lieu indiqué. Elle doit être accompagnée d'un bon de livraison, établi en original et une copie qui précisent :

- La date de livraison
- La référence du marché
- L'identification du titulaire du marché
- L'identification de la prestation effectuée
- Le prix unitaire, hors TVA d'une part, TTC d'autre part, en euros.

L'original du bon de livraison étant destiné à l'Administration, la copie, visée par le responsable technique du marché, sera remis au titulaire du marché ou son représentant.

Tout bon de livraison ou partie du bon de livraison non conforme aux dispositions précédentes entraînera de plein droit la nullité de la facture ou de la partie lui correspondant.

### **5.3 - Opérations de vérifications**

Les vérifications sont effectuées contradictoirement, à l'instant et sur le lieu de la prestation par le responsable technique du marché et par le fournisseur. L'absence du titulaire ou de son représentant aux opérations de vérifications ne fait pas obstacle à la validité des décisions qui s'en suivent.

Au sens du présent document, est considéré comme une vérification les opérations permettant à Centrale Lille de contrôler que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché et que les prestations sont réalisées conformément au cahier des clauses techniques particulières.

Le silence gardé par Centrale Lille vaut acceptation.

### **5.4 – Réception/ajournement/réfaction et rejet**

#### **5.4.1 – Réception**

Si le résultat des vérifications est satisfaisant, l'admission est prononcée séance tenante par signature ou cachet apposé sur les deux exemplaires du bon de livraison, dont le double est remis au titulaire. Ce duplicata visé vaut procès-verbal de réception provisoire.

#### **5.4.2 – Ajournement/réfaction/rejet**

S'il n'y a pas conformité, le bénéficiaire peut, s'il le juge opportun :

- Rectifier le bon de livraison sous la signature des deux parties
- Accepter la partie conforme de la prestation
- Faire compléter la prestation dans les délais prescrits sur mise en demeure verbale annotée sur les deux exemplaires du bon

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou de rejet de la prestation, sont à la charge du titulaire.

### **Article 6 – PRIX ET REVISION DES PRIX**

#### **6.1 – détermination, forme et contenu des prix**

Les prix des produits sont des prix unitaires exprimés en euros hors taxes (HT) ; en application de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS. Ils sont exprimés en euros et cents d'euros et ne comportent donc au maximum que deux chiffres après la virgule. La nature et le taux des taxes frappant les prix seront exprimés avec précision dans l'offre.

Les prix sont fermes pour la durée du marché.

#### **6.1 Forme des prix**

L'offre globale et forfaitaire est à prix ferme et actualisable dans les conditions prévues aux articles R.2112-9 à 11 du code de la commande publique.

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

La date de début de validité des prix correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

### **Article 7 – MODALITES FINANCIERES**

#### **7.1 Présentation et établissement des factures**

Les factures afférentes au marché devront regrouper les éléments de façon à permettre la vérification par rapport aux éléments constitutifs de l'offre initiale.

Elle sera établie en un original, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du lot et du marché ;
- La prestation exécutée ;
- Le montant hors T.V.A de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la T.V.A ;
- Le montant total T.T.C des prestations exécutées.

Les factures seront libellées et envoyées par voie dématérialisée via le portail CHORUS PRO :

**CENTRALE LILLE INSTITUT**

**Pôle facturier**

**Cité scientifique - CS 20048**

**59651 Villeneuve d'Ascq cedex – SIRET : 195 903 497 00012**

**Code service : « RITMEA »**

## **7.2 Délai de paiement**

Les modalités de mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics et le calcul des intérêts moratoires sont précisés dans les articles L2192-10 à L2192-15, R2192-10 à R2192-36 du Code de la Commande Publique et dans le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le paiement des acomptes et du solde doit intervenir dans un délai global de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'admission de la prestation si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement

Le paiement est effectué en euros et au compte ouvert au nom du titulaire.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur de Centrale Lille Institut, représentant du pouvoir adjudicateur,

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Centrale Lille Institut

## **7.2 Précisions sur les modalités de règlement**

### **7.2.1 Avance**

Centrale Lille Institut peut accorder une avance au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché (offre de base) est supérieur à 50 000 euros hors taxes dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises.

Le remboursement de l'avance s'imputera sur les sommes dues aux titulaires à titre d'acompte, de règlement partiel définitif.

Dans le silence du marché, ce remboursement s'imputera sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteindra 65% du montant, toutes taxes comprises du marché.

### **7.2.2 Acompte**

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

## **7.3 Clause de sauvegarde**

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique se réserve le droit de résilier unilatéralement le contrat, sans indemnité, pour la partie qui continue à courir jusqu'à sa date d'expiration, et de faire supporter aux frais et aux risques du titulaire, toutes dépenses complémentaires rendues indispensables pour garantir les niveaux de service exigés dans ce marché. (Article 39 du CCAG/FCS).



#### **7.4 Retard de paiement**

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Si, du fait du titulaire, il ne peut être procédé à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté. En effet, en cas de modification des coordonnées bancaires du titulaire au cours d'exécution du marché, celui-ci doit impérativement, et dans les plus brefs délais, notifier ce changement à Madame L'agent comptable de Centrale Lille Institut, et fournir le numéro de compte bancaire international (IBAN).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêts appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement principal les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre le retard de paiement donne lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire sont calculés conformément aux articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la Commande Publique.

#### **7.5 Cession ou nantissement de créance**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L2191-8 et R2191-45 à R2191-51 du Code de la Commande Publique.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le pouvoir adjudicateur peut remettre également au titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

#### **7.6 Cession du marché**

Le présent marché peut, en tout ou partie, être librement cédé par le titulaire sous réserve que :

- Le cessionnaire présente les garanties professionnelles et financières suffisantes pour assurer la bonne exécution du marché
- La cession ne soit pas de nature à remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire
- La cession ne soit pas de nature à modifier substantiellement l'économie du marché

Dans le cas où la cession du marché doit intervenir au bénéfice d'une autre personne morale, le titulaire, afin d'obtenir l'accord préalable de Centrale Lille Institut, informe ce dernier en

temps utile et lui fournit les éléments nécessaires à son appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières.

## **Article 8 – PENALITES**

### **8.1 Pénalité pour retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS et en cas de livraison incomplète, de refus de livraison ou de non remplacement dans les délais accordés d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet ou lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 400€ par jour calendaire de retard.

### **8.2 Pénalités pour travail dissimulé**

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlement relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail définies dans le CCAG/FCS, ainsi qu'à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit qui modifie l'article L8222-6 du Code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

Si dans le cadre du dispositif mentionné à l'article L8222-6 du code du Travail, le titulaire n'a pas apporté la preuve qu'il a mis fin après réception de la mise en demeure à la situation délictuelle, Centrale Lille Institut peut appliquer des pénalités contractuelles ou rompre le contrat, sans indemnités, à ses frais et risques. Une pénalité journalière de 100€ HT sera appliquée par jour ouvré de retard dans la production des documents dans les délais impartis.

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail relatives à la lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, Centrale Lille institut applique une pénalité à hauteur de 10 % du montant T.T.C. du marché dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail. Dans le cas d'un marché à prix forfaitaire, la pénalité de 10 % s'applique en fonction du montant du marché. Dans le cas d'un contrat conclu à prix unitaires, la pénalité de 10 % se calcule par rapport au montant estimé du marché.

## **Article 9 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR**

### **9.1 Dispositif de vigilance (article D8222-5 du Code du Travail)**

Le titulaire s'engage à fournir les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 du code du Travail.

A défaut, le marché est résilié de plein droit dans les conditions prévues à l'article 12 du présent CCAP.

### **9.2 Assurances**

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de Centrale Lille Institut, par tout moyen permettant de donner date certaine ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 12 « résiliation » du présent C.C.A.P..

#### **Article 10 – DEVELOPPEMENT DURABLE**

Le titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable notamment aux différents éléments mentionnés ci-dessous :

- REACH (règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH)).

En cas d'évolution de la réglementation concernée, le titulaire communique à Centrale Lille Institut les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour s'y conformer.

En cas de manquement, le titulaire encourt les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés.

#### **Article 11 – DISPOSITIONS GENERALES**

##### **11.1 Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultante :

- de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés :

- du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Par dérogation à l'article 5.2 du C.C.A.G. / F.C.S., l'application du règlement précité ne nécessite aucun formalisme de modification de l'accord cadre.

La constitution d'une base de données comportant des données à caractère personnel et données administratives des usagers peut être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché.

Ces données sont confidentielles et sont collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout Etat permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Le cas échéant, le titulaire s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit à l'accès, droit d'opposition,

droit de rectification, droit de portabilité, droit à l'effacement, droit de recours devant une autorité).

### **11.2 Médiation**

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

### **11.3 Clause stipulée non écrite**

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elles seront réputées non écrites, cependant que les autres stipulations du marché conserveront toute leur force et leur portée.

## **Article 12 – RESILIATION**

Sans préjudice des stipulations des articles 38 et suivants du C.C.A.G./F.C.S., et conformément à l'article L2395-2 du Code de la Commande Publique, le marché est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique sont inexacts ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 ou D8254-2 à D.8254-5, R 1263-12 du code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la Commande Publique.

La résiliation du marché est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du C.C.A.G./F.C.S.. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont imputés au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.